

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

7ème édition du Forum International de Dakar pour la Paix et la Sécurité : face à l'urgence signalée, des premières réponses et solutions aux défis sécuritaires et sanitaires du continent

Dakar (Sénégal), le 8 décembre 2021 – Pendant deux jours, les 6 et 7 décembre 2021, le monde s'était donné rendez-vous à Dakar. Plusieurs centaines de décideurs africains et internationaux, dont 6 Chefs d'États et de Gouvernements, des Ministres, des représentants d'organisations internationales et d'experts (politiques, économiques, académiques et associatifs) ont abordé de façon transversale les thématiques de paix et de sécurité. Les échanges de cette agora mondiale ont abordé aussi bien l'impact de la crise sanitaire sur les sociétés, les économies et la sécurité des pays africains, la radicalisation de la jeunesse, que les nouvelles menaces, dont les cyberattaques et les campagnes de désinformation ou encore l'autonomie des armées africaines.

Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal, a constaté en ouverture de cette édition, dont le thème cette année était les enjeux de stabilité et d'émergence en Afrique dans un monde post COVID-19 : « Il nous faut faire face aux effets néfastes d'une double crise sanitaire et économique. Double crise à laquelle s'ajoute pour l'Afrique la vulnérabilité particulière au changement climatique, l'intensification des attaques terroristes et la recrudescence des coups d'État (...) ».

Fidèle à sa tradition, le Forum a permis à des voix parfois dissonantes et fortes de résonner. Sur les aspects sanitaires, son Excellence Monsieur Cyril Ramaphosa, Président de la République d'Afrique du Sud, a ainsi déclaré, en séance d'ouverture qu'« isoler un pays qui a séquencé un nouveau variant et qui a fait preuve de

transparence, c'est non seulement discriminatoire, mais aussi contre-productif parce que c'est inciter les autres à ne pas publier les résultats. »

Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger, a focalisé son intervention sur la nature complexe du terrorisme et ses conséquences pour les États et sociétés africaines : « En plus du coût humain lié au terrorisme, les actes terroristes visent à déstabiliser les gouvernements et saper le développement économique et social. Ces actes défient souvent les frontières nationales, alors que leurs motivations, financements, méthodes d'attaque et cibles sont en constante évolution. Les terroristes sont habiles à exploiter les pays dotés de faibles capacités de lutte anti-terroriste, ainsi que ceux actuellement épargnés par la menace terroriste ».

Son Excellence Monsieur Umaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, a déclaré : « Plus que jamais, la sécurité d'un État s'inscrit dans un contexte régional et international. La coopération entre États est essentielle pour la sécurité collective. »

Monsieur Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, a rajouté : « L'Afrique dans ce combat pour la paix a besoin de la solidarité de ses partenaires. Leur condamnation pour des raisons politiciennes et où démagogiques n'est pas crédible. Elle n'est pas constructive et ne devrait nullement décourager ceux parmi eux qui s'engagent vraiment à nos côtés dans ces moments difficiles. »

Monsieur Charles Michel, Président du Conseil européen, a précisé : « Je pense qu'il faut effectivement, dans ce moment de notre histoire, changer le paradigme de ce partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne (...) Cet engagement pour la coopération, pour le respect des partenaires égaux - pas simplement dans le discours mais aussi dans la réalité du comportement et dans la réalité de l'action - c'est le premier élément qui devrait je le crois fonder cette Nouvelle Alliance entre l'Afrique et l'Europe. »

Madame Florence Parly, Ministre des Armées de la République française, a ajouté : « Au Sahel, la France veut aller vers plus de coopération. Notre but n'est pas d'agir pour les États sahéliens, mais d'agir avec eux. C'est l'ADN de l'opération Barkhane (...) Pour combattre le terrorisme, nos soldats risquent leur vie. Les tentatives de discrédit du soutien que la France apporte aux États sahéliens - et à leur demande - sont indignes. La France n'a pas d'agenda caché au Sahel. Prétendre le contraire, c'est faire le lit du terrorisme. »

Cette 7^{ème} édition aura été marquée par l'urgence de la crise sanitaire touchant l'ensemble du continent africain et la nécessité d'y apporter des solutions pour construire un avenir durable. Face aux destructions d'emplois engendrées par la crise, la mise en place de filets de sécurité sociale pour pouvoir protéger les personnes les plus précaires s'avère nécessaire. De plus, la dépendance à l'extérieur dans laquelle se retrouve l'Afrique pour son approvisionnement en vaccins est un signal d'alerte pour investir dans la production locale. L'ensemble des intervenants ont par ailleurs rappelé l'importance d'investir dans la recherche et l'éducation sur le continent.

Cette pandémie a des impacts bien au-delà du champ sanitaire, avec des conséquences économiques, sociales, environnementales et sécuritaires. Alors qu'elle aura mis à mal les principes de gouvernance et de sécurité collective, la situation actuelle confirme l'importance de la gestion solidaire de la pandémie et plus largement du multilatéralisme dans les affaires internationales.

Ce qui a été confirmé lors de la conférence de presse de clôture par Madame Aïssata Tall Sall, Ministre des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur : « Le Forum de Dakar a mis le curseur sur les urgences africaines : la paix, la sécurité mais aussi le changement climatique, la santé, la jeunesse. Autant de facteurs déterminants pour le développement de nos pays ».

À propos d'Avisa Partners

Avisa Partners, fondée en France en 2010, est une société d'intelligence économique, d'affaires internationales et de cybersécurité, présente à Paris, Bruxelles, Londres, Berlin, Genève et Washington DC. Sa mission consiste à réduire les risques auxquels sont exposés ses clients (institutions, entreprises, dirigeants), à renforcer les positions en amont d'une décision, mais aussi dans la conduite des opérations. Avec plus de deux cents consultants représentant vingt nationalités, le groupe est intervenu dans plus de 75 pays au cours des dix dernières années.

Pour plus d'informations : www.avisa-partners.com

Contacts presse

Léonard Lifar

ll@35nord.com

+33 7 68 68 76 06